

22 juin 2011 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'action de l'ancien président de la République Georges Pompidou en faveur de la construction européenne, à Paris le 22 juin 2011.

Monsieur le Premier ministre,

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Messieurs les Ministres

Mesdames et Messieurs,

Cher Édouard,

Crises et conflits au Moyen-Orient,

Une Europe menacée dans sa cohésion,

Du désordre monétaire et des déséquilibres financiers partout,

La flambée des prix de l'énergie, de très graves incertitudes géopolitiques.

Enfin, des Français habitués à être protégés mais inquiets de l'avenir.

Non, ne craignez rien, je n'ai pas interverti mon intervention prévue demain devant le Conseil européen avec celle que je viens aujourd'hui prononcer devant vous. C'est bien de Georges POMPIDOU, de son ambition et de ses réalisations européennes que je suis venu parler et cela à l'heureuse initiative d'Edouard BALLADUR, que je remercie de m'y avoir associé.

Si je pose ce cadre, au-delà de toutes ressemblances et des redondances de l'Histoire, c'est parce que j'ai souhaité évoquer, ici, aujourd'hui devant vous les rapports de Georges POMPIDOU à l'Europe.

Je l'ai souhaité pour comprendre quelle était sa vision de la construction européenne,

Je l'ai souhaité pour évaluer à sa juste mesure ce que l'Europe lui doit,

Je l'ai souhaité, non seulement pour rendre hommage à son action mais pour dire, une nouvelle fois, combien la politique de Georges POMPIDOU fut moderne et combien elle fait encore aujourd'hui écho à notre propre avenir.

Aussi permettez-moi de rappeler à grands traits ce qu'était le monde alors.

En juin 1969, l'Europe des Six a à peine plus de dix ans. Pour l'essentiel, elle recouvre le marché commun industriel, avec l'Union douanière réalisée en juillet 1968, et une politique agricole encore adolescente.

Cette Europe, pourtant en pleine croissance, est paralysée par le veto français à la candidature britannique. Veto qui, depuis 1963, bloque le renforcement de la construction européenne, car nos cinq partenaires refusent que le Royaume-Uni soit laissé à l'écart.

Le cadre géopolitique mondial est celui de la domination, alors à son sommet, des deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Pour l'Europe, cet enrangement des deux « blocs » dans la « détente » porte en lui le risque d'une marginalisation durable.

Dans le même temps, c'est l'époque des turbulences et des désordres monétaires, avec entre 1969 et 1974 des dévaluations ou des réévaluations à répétition des principales monnaies européennes, et l'agonie du système monétaire international édifié à Bretton Woods.

C'est enfin, après plus de deux décennies d'une croissance vigoureuse, un horizon économique qui s'assombrit. Les « Trente Glorieuses » jettent en France leurs derniers feux mais les Français ne le savent pas et notre pays vit une de ces périodes d'euphorie et d'insouciance dont il a parfois

Il est souvent peu évident pour nous de faire le lien entre ces périodes d'opposition et d'insécurité dont il a parlé le secret.

Pourtant, avec l'aggravation des déséquilibres américains, le premier choc pétrolier consécutif à la guerre de Kippour, le début du décollage asiatique dans le sillage du Japon et les prémisses d'une révolution technologique dans le secteur des télécommunications et de l'électronique, c'est tout l'équilibre d'un monde hérité de la Deuxième Guerre Mondiale qui va changer.

C'est à l'aune de ces enjeux de l'époque, et à la lumière de chacun de ses défis, qu'il faut évaluer l'action européenne de Georges POMPIDOU.

Entre les crises spectaculaires de l'époque du général de GAULLE et les décisions symboliques fortes du septennat de Valéry GISCARD D'ESTAING, l'importance de l'œuvre européenne de Georges POMPIDOU n'a pas toujours été mesurée à sa juste place.

Pourtant, son œuvre européenne a été essentielle pour la suite de notre Histoire commune.

D'abord, l'élargissement, qui fut son défi européen le plus visible. L'élargissement, à ce moment de la construction européenne, c'est avant tout la question de l'adhésion du Royaume-Uni, à laquelle le général de GAULLE s'était opposé par deux fois.

Pendant la campagne électorale, en mai 1969, Georges POMPIDOU a le courage d'affirmer qu'il serait « dramatique de laisser l'Angleterre hors de l'Europe ». Georges POMPIDOU est convaincu en effet que la Grande-Bretagne a besoin de l'Europe et que l'Europe a besoin de cette Grande-Bretagne, qui a tant fait non seulement pour l'esprit, mais aussi pour la liberté de l'Europe. Cette entente avec la Grande-Bretagne, qui ne saurait être opposée à l'indispensable moteur franco-allemand, Georges POMPIDOU est bien décidé à la relancer.

C'est, là encore, une leçon pour aujourd'hui : l'entente franco-britannique est l'autre grand axe européen. Une entente indispensable à l'Europe, dans le domaine de la défense où nos deux pays assument un rôle irremplaçable.

C'est pour renforcer cette coopération que j'ai signé avec David CAMERON le traité de Lancaster House. Et c'est grâce à cette coopération, que l'Europe joue aujourd'hui un rôle leader en Libye, pour protéger le peuple libyen des exactions de Kadhafi et cela conformément aux résolutions des Nations Unies.

L'élargissement de 1972, accepté par les Français lors d'un référendum, a tracé la voie des élargissements futurs. Ils sont toujours difficiles, tant il est vrai qu'il est évidemment plus simple de travailler à 6 qu'à 27 £ mais ils sont indispensables. D'abord parce qu'ils permettent de réunir la grande famille des peuples européens.

En effet, qui peut prétendre que l'Espagne en 1986, l'Autriche en 1995 ou la Pologne en 2004, pour ne prendre que ces quelques exemples, n'ont pas contribué à l'Histoire de l'Europe, qu'ils ne sont pas l'Europe ? Il en va de même, demain, pour la Croatie et après-demain pour la Serbie. Ensuite, parce que l'Union est plus forte : de 160 millions d'habitants en 1969, elle est passée à plus de 500 millions aujourd'hui, devant les États-Unis, loin devant la Russie, qui naguère la dépassaient de beaucoup !

Cet élargissement aux Nations européennes, que Georges POMPIDOU assuma en 1969, il nous appartient de l'assumer à notre tour. Nous le faisons puisque, demain, au Conseil européen, nous conclurons la négociation ouverte en 2005 avec la Croatie, qui deviendra ainsi bientôt le 28e membre de l'UE.

Ensuite, nous devons à Georges POMPIDOU le renforcement des institutions européennes.

Georges POMPIDOU a l'intuition que seule l'implication personnelle des chefs d'État et de gouvernement permettra de relancer la construction européenne et de la doter d'une véritable direction politique.

Il prend l'initiative, comme vous venez à l'instant de le rappeler, monsieur le Premier ministre, cher Édouard, de réunions régulières de sommets européens.

Ces sommets deviendront, en 1975, les Conseils européens que nous connaissons aujourd'hui et que le traité de Lisbonne a enfin doté d'une présidence stable. C'est donc à la prémonition de Georges POMPIDOU que nous devons ce Conseil européen auquel je vais me rendre demain.

On a parfois reproché à Georges POMPIDOU sa méfiance instinctive, à l'égard de structures trop distendues dans lesquelles les États viendraient se perdre. Mais n'oublions pas que c'est une

Europe encore au début de sa construction, une dizaine d'années seulement après l'entrée en vigueur du traité de Rome, dont nous parlons ici !

Pour autant, POMPIDOU lui-même n'excluait pas, à terme, des institutions intégrées. Mais cela, disait-il en janvier 1971, « c'est pour plus tard, c'est-à-dire qu'un jour, il y aura un gouvernement européen avec des attributions que les gouvernements lui auront transférées.

Ce sera le stade final : un gouvernement européen avec également un Parlement européen, [car] il faudra bien qu'un gouvernement européen se dégage des responsabilités nationales et assume ses responsabilités européennes ».

Ces propos préfigurent très largement le gouvernement économique que nous sommes aujourd'hui en train de mettre en place, notamment grâce aux décisions que nous adopterons demain à Bruxelles au Conseil européen.

Ces propos sont ceux d'un visionnaire pragmatique. Voilà un oxymore qui correspond bien, je crois, à la personnalité politique de Georges POMPIDOU.

C'est également Georges POMPIDOU qui a jeté les premières fondations d'une Europe politique. L'Europe, pour le Président POMPIDOU, c'est avant tout la possibilité pour la France de rester un acteur de l'Histoire. « La France ne peut garder voire accroître son rôle dans le monde qu'en s'unissant aux autres nations européennes », confiait t-il aux Français avec ce bon sens politique qui fait souvent les meilleurs stratèges.

A ce moment précis de notre Histoire, le moyen de continuer à défendre nos intérêts face à l'Amérique de NIXON et de KISSINGER. Une Amérique qui cherche en permanence à obtenir l'alignement des Européens sur ses choix monétaires, économiques et politiques. C'était aussi le moyen de continuer à tenir bon face à l'Union soviétique de BREJNEV, notamment pour déjouer la manœuvre soviétique, qui espère instrumentaliser l'« Ostpolitik » du Chancelier BRANDT pour diviser les Européens.

Pour le Président POMPIDOU, l'Europe est le moyen de démultiplier une puissance française qu'il qualifiait alors lui-même de « moyenne ».

Georges POMPIDOU est un réaliste. Oui, la France est déjà, ce qu'il est convenu d'appeler une puissance moyenne. L'Empire qu'elle avait conquis au nom des principes de la République est mort de cette seule incohérence. Sa richesse accumulée par des siècles d'efforts et d'épargne est depuis longtemps concurrencée par l'essor de nouvelles économies.

Pour autant la France demeure une puissance politique car sa voix sait se faire entendre et cela grâce à sa place et à son rôle en Europe.

L'Histoire a confié à la France une mission majeure, celle de s'engager pour le respect du droit, des peuples, des Nations et de la liberté.

La France, permettez-moi de le réaffirmer ici devant vous, n'est jamais une puissance moyenne lorsqu'elle reste fidèle à son destin.

La France n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle assume sa mission historique.

Parmi les hommes d'Etat français, Georges POMPIDOU est donc l'un des premiers à penser l'Europe autrement que comme la simple addition des nations qui la composent.

On lui doit l'adoption de l'expression « identité européenne » lors de la conférence de Copenhague en 1973, et avant cela, dès 1969, la perspective d'une « Union européenne » annoncée pour 1980. Une « Union Européenne », ces mots furent choisis et imposés par lui, qui engloberait les activités communautaires mais aussi la coopération politique. C'est ce que nous avons réalisé avec le traité de Lisbonne.

Nous devons enfin à Georges POMPIDOU d'avoir été l'un des premiers à se fixer l'objectif d'une « union monétaire ». Avec « l'achèvement » du marché commun, dans ses dimensions industrielle et agricole, il estimait que l'intégration économique toujours plus poussée, qui était aussi pour lui l'instrument de la modernisation de l'économie française, exigeait d'abord le resserrement des parités entre les monnaies et la coordination des politiques monétaires. La création du « serpent monétaire », c'était aussi, après la crise du dollar et que l'Amérique se fût dérobée à ses responsabilités, le moyen de constituer une zone de stabilité et de coopération monétaire qui permettrait à l'Europe de peser sur la réforme du système monétaire international.

C'est sous Georges POMPIDOU, grâce à son impulsion personnelle, que va commencer la longue marche des Européens vers l'euro.

Parce qu'il a compris le coût et les dangers de la rivalité des monnaies et des dévaluations compétitives dans un marché commun, Georges POMPIDOU est convaincu qu'il faut se donner pour objectif l'Union monétaire. Cette grande ambition ne sera réalisée que près de vingt ans plus tard, avec le traité de Maastricht.

Aujourd'hui, il appartient à notre génération de défendre cet héritage et de travailler à le renforcer en complétant l'Union monétaire par une véritable Union économique, fondée sur la solidarité et la convergence. C'est à cela que nous travaillons étroitement avec la Chancelière Angela MERKEL.

Georges POMPIDOU était un « réaliste », ce qui, pour un chef d'Etat contraint de faire avec le monde tel qu'il est, est une qualité primordiale. L'Histoire a démontré que les chefs d'Etats « idéalistes » plongeaient plus souvent les peuples dont ils avaient la charge dans les affres du chaos que dans les délices de la félicité !

Mais dire, comme l'ont prétendu certains, qu'il aurait manqué de vision est faux et injuste. Ce n'est d'ailleurs pas la seule injustice dont Georges POMPIDOU aura été, au cours de sa vie, la victime...

Georges POMPIDOU estimait qu'il fallait faire l'Europe plutôt que d'en parler. « L'Europe se fait en marchant » disait-il. Il l'a faite avec méthode, avec le souci d'avancer qui impliquait aussi de rassurer ses partenaires, avec l'Allemagne comme partenaire privilégié mais sans exclure la Grande-Bretagne.

C'est parce qu'il était profondément réaliste qu'il a été profondément ambitieux pour l'Europe, car l'intégration européenne était alors et demeure aujourd'hui la condition de la prospérité et du rayonnement de la France. Elle était aussi et surtout la condition même de la paix. Cette évidence le Président Georges Pompidou l'exprimera avec la force de l'homme d'Etat le talent de l'homme de lettre, en 1972, devant les élèves de Sciences Po: « notre foi nationale ne nous empêchera pas -disait-il- de poursuivre avec obstination l'œuvre de regroupement de vieux peuples qui furent, chacun à leur tour, les premiers du monde et que leurs déchirements conduisirent, l'un après l'autre, au bord du néant. »

L'Europe comme condition de la paix et de la prospérité. Elle l'était hier dans un univers bipolaire elle le reste plus encore de nos jours dans un monde où émergent de nouveaux pôles de puissance.

Au fond, le Président POMPIDOU a eu la grande intelligence de faire la politique européenne qu'exigeait son époque, quand l'Europe était encore un effort très loin d'être une évidence. Si les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur de ses ambitions, si des espoirs ont été déçus, si l'Europe n'a pas réalisé son union monétaire et politique aussi vite qu'il l'aurait souhaité, c'est finalement à son initiative ou sous son impulsion qu'ont été jetées les fondations sur lesquelles repose l'Europe d'aujourd'hui. Avec une modestie paysanne qui lui était naturelle, Georges POMPIDOU a laissé à ses successeurs le soin de récolter ce qu'il avait lui-même semé.

Il serait tout aussi juste de dire qu'il en est de même pour la France. C'est lui qui a mis notre pays sur les rails du XXI<sup>e</sup> siècle.

Je compte bien le rappeler avec force à tous les Français le 5 juillet prochain à Montboudif à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance. Nous ne devons pas laisser cette partie de notre Histoire dans l'ombre au prétexte que celui qui l'incarne n'aimait pas la lumière.

Certains par calcul politique ou aveuglement idéologique ont, dès le lendemain de sa mort, traité par l'oubli voire le mépris, l'héritage politique de Georges Pompidou.

Mal leur en a pris car l'Histoire lui a déjà rendu hommage et les Français, eux, n'on jamais cessé de l'aimer.

Cela aussi je tenais à vous le dire, à vous qui êtes les amis de Georges POMPIDOU et qui contribuez avec intelligence et passion à entretenir son souvenir.

Je vous remercie.